

# Rapport annuel sur l'état de la France

## Réconcilier la France

---

### Déclaration du groupe de la Mutualité

Le constat décrit par ce nouveau Rapport annuel sur l'état de la France est connu.

La question qui nous est posée collectivement est : que voulons-nous faire de ce rapport ? Souhaitons-nous qu'il rejoigne la liste des énièmes rapports qui décrivent la situation de notre pays ?

Le groupe de la mutualité considère que, face aux fractures que connaît notre pays, il y a urgence à définir les contours d'une France réconciliée et à agir pour favoriser un sursaut collectif qui nous permettra de relever collectivement les défis qui sont devant nous.

Au cœur des difficultés de notre pays se trouvent les inégalités. Ce Rapport annuel en témoigne. Les propositions ne manquent pas pour faire face à ces inégalités sociales, territoriales qui minent notre cohésion sociale et la confiance dans l'avenir. Cette question des inégalités est régulièrement au cœur de nos travaux, ainsi notre assemblée s'est penchée sur la question du non recours aux droits qui est pour nous essentielle, à travers notamment son avis sur La construction d'une Europe dotée d'un socle de droits sociaux ou encore, tout récemment, sur celui sur le Revenu minimum social garanti (RMSG).

Parmi les atouts de notre pays, il y a l'engagement des Françaises et des Français pour atténuer ces inégalités. Cet engagement c'est celui des entrepreneur.se.s lorsqu'elles. ils créent de la richesse et de l'emploi, des artistes quand ils favorisent l'accès à la culture, des agriculteur.trice.s et des ouvrier.ère.s lorsqu'elles.ils produisent des produits de qualité, des associations, des coopératives, des mutuelles quand elles favorisent au quotidien l'implication citoyenne et l'innovation. Car, pour nous, l'innovation n'est pas seulement technologique et économique, elle est également humaine et sociale. C'est elle qui permet que de nouvelles solidarités puissent éclore, qu'une réponse concrète puisse être portée à des problèmes vécus souvent par les plus vulnérables.

Ainsi, dans le champ de la santé, le Rapport, à travers l'indicateur sur l'espérance de vie en bonne santé, souligne à quel point les inégalités sociales en France ont un impact fort sur l'état de santé de nos concitoyen.ne.s. Les mutuelles savent à quel point la lutte contre les inégalités d'accès aux soins et le renoncement aux soins sont des préoccupations majeures pour les citoyen.ne.s.

Enfin, si la loi est indispensable à la définition du bien commun, elle ne peut pas tout faire. Les pouvoirs publics doivent avoir la sagesse et le réflexe de toujours écouter, observer et comprendre le mouvement profond de notre société, un mouvement largement porté par les acteurs économiques et sociaux représentés dans notre Assemblée. C'est une respiration nécessaire à la démocratie. Car la démocratie politique ne progressera pas en faisant reculer le dialogue civil et la démocratie sociale.

C'est au contraire en lui faisant toute sa place et en s'appuyant sur ses acteur.trice.s qu'elle pourra se fortifier, se moderniser et rester ancrée à la réalité vivante de notre pays.

C'est pourquoi nous nous félicitons de la présence de Madame la ministre du travail, et formons le vœu d'une association effective, et dans la durée, des forces vives de notre pays à l'élaboration des politiques, condition de leur appropriation et donc de leur réussite.

Le groupe de la mutualité a voté positivement l'avis.